



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-33 du 16 décembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'OMC défend les orientations américaines lors de l'examen de politique commerciale des États-Unis
2. Les États-Unis présentent à l'UE leur vision du projet d'arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables
3. Les questions commerciales au cœur du sommet entre les États-Unis et l'Afrique à Washington
4. Le premier cycle de négociation de l'IPEF se tient en Australie

Climat – énergie – environnement

5. Le Président Biden soutient la réforme des permis du Sénateur Manchin
6. Partenariat États-Unis - Afrique pour le climat et la transition énergétique

Transport et infrastructure

7. Le DoE octroie un premier prêt de 2,5 Md\$ pour financer l'installation d'usines de production de cellules de batteries électriques

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 325 M\$ supplémentaires de subventions pour des projets agricoles intelligents pour le climat

Santé

9. La Cour suprême rejette la demande de l'industrie du tabac contre l'interdiction de vente de produits aromatisés en Californie

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'OMC défend les orientations américaines lors de l'examen de politique commerciale des États-Unis

À l'occasion de l'examen à l'OMC de la politique commerciale des États-Unis, l'Ambassadrice américaine auprès de l'Organisation, M. Pagan, est [intervendue](#) pour souligner l'ouverture de son pays aux échanges commerciaux, mais aussi défendre les orientations de l'Administration Biden, soucieuse de voir les États-Unis s'« adapter » aux défis actuels en « *recherchant une concurrence juste, luttant contre le changement climatique, protégeant [leur] sécurité nationale et en rendant le système commercial international plus résilient, durable et inclusif* ». L'Ambassadrice a souligné que les États-Unis avaient un « *besoin urgent d'investir dans des technologies propres* » et dans la production de véhicules électriques afin de pouvoir tenir leurs engagements en matière climatique, et que l'« *Inflation Reduction Act et la Bipartisan Infrastructure Law [étaient] des outils clés dans la poursuite de ces objectifs* ».

M. Pagan a également indiqué que les États-Unis feraient tout ce qui serait nécessaire pour protéger leur sécurité nationale, considérant cette liberté d'action comme un « *élément fondamental de souveraineté* ». Ces éléments font écho au communiqué [publié](#) par le porte-parole de l'USTR en réaction à la décision du panel de l'OMC, rendue publique le 9 décembre, estimant que les États-Unis avaient violé les règles de l'OMC en invoquant leur sécurité nationale pour justifier l'adoption de droits additionnels sur les importations d'acier et d'aluminium en 2018. Récusant cependant toute approche protectionniste, M. Pagan a indiqué que l'OMC devait également s'adapter, notamment en « *travaillant en plus petites ou différentes configurations* » et en améliorant la mise en œuvre des accords existants, et que les États-Unis entendaient continuer à s'impliquer dans la réforme de l'Organisation.

2. Les États-Unis présentent à l'UE leur vision du projet d'arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables

Dans un [article](#) en date du 7 décembre, le *New-York Times* fait état de la transmission par les États-Unis à la Commission européenne d'un « *concept paper* » visant à présenter la vision américaine du projet d'arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables. Cet arrangement est en cours de négociation entre les deux parties depuis la conclusion en octobre 2021 d'un accord temporaire sur la levée des droits additionnels

américains sur l'acier et l'aluminium imposés en 2018 par l'Administration Trump. Élaborée par les services de la Représentante au Commerce américaine (USTR), cette note (qui n'a pas été rendue publique) propose la création d'un club de pays bénéficiant de droits de douane préférentiels pour leurs exportations d'acier et d'aluminium.

L'avancée de ces discussions intervient alors que le Conseil de l'UE et le Parlement européen ont [annoncé](#) le 13 décembre un accord provisoire sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, au sujet duquel l'USTR K. Tai a [déclaré](#) le 14 décembre lors de la conférence annuelle de l'*Export-Import Bank* qu'il suscitait « *beaucoup d'inquiétude* » du côté américain.

3. Les questions commerciales au cœur du sommet entre les États-Unis et l'Afrique à Washington

Le « *US-Africa Leaders Summit* » s'est tenu à Washington du 13 au 15 décembre. Organisé par la Maison-Blanche, le sommet a réuni des officiels de 49 pays africains et des représentants de l'Administration américaine, du Congrès, et de nombreuses parties prenantes des secteurs privés américain et africain. La rencontre a donné lieu à plusieurs [annonces](#) en matière de politique commerciale, la Maison-Blanche évoquant un total de 15 Md\$ d'engagements, d'accords et de partenariats en matière de commerce et d'investissement bilatéraux.

Une réunion ministérielle avec les représentants des pays africains bénéficiant de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) s'est ainsi tenue le 13 décembre. K. Tai y a [souligné](#) l'importance de ce dispositif, qui octroie à plusieurs milliers de produits originaires de pays d'Afrique subsaharienne un accès préférentiel au marché américain, tout en insistant sur la nécessité d'en améliorer le fonctionnement alors que le dispositif arrive à expiration en 2025.

À l'occasion du « *U.S.-Africa Business Forum* » le 14 décembre, K. Tai et le Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ont également [signé](#) un memorandum d'entente sur la coopération commerciale et d'investissement entre les États-Unis et la ZLECAf. En marge de ce sommet, le 12 décembre, l'USTR K. Tai a enfin [rencontré](#) son homologue kenyan M. Kuria afin de poursuivre les discussions sur le « *Partenariat stratégique pour le commerce et l'investissement* », engagées par les deux pays en juillet dernier.

4. Le premier cycle de négociation de l'IPEF se tient en Australie

Le premier cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) s'est [tenu](#) à Brisbane, en Australie, du 10 au 15 décembre. La rencontre a réuni des représentants des 14 pays parties à ces négociations, dont l'Inde, qui bénéficie du statut d'observateur s'agissant du volet commercial (Pilier I) depuis qu'elle a décidé en septembre dernier de ne pas participer aux discussions relevant de ce pilier. Une proposition de texte correspondant à ce pilier avait été communiquée par l'USTR aux autres négociateurs en amont de la rencontre, tandis que le Département du Commerce (DoC) avait circulé des propositions sur les chaînes de valeur (Pilier II), l'économie propre (Pilier III) et la fiscalité et la lutte contre la corruption (Pilier IV). En marge de ces négociations, la délégation américaine s'est entretenue avec diverses parties prenantes et a informé de l'avancée des discussions des collaborateurs du Congrès américain qui avaient fait le déplacement en Australie.

Ce premier cycle de discussions techniques intervient après un premier sommet tenu à Los Angeles en septembre dernier (cf. flash ACCENTS n°2022-20 du 9 septembre 2022) et alors qu'un

groupe bipartisan de 21 sénateurs, dont le président démocrate de la Commission des finances Ron Wyden, a [adressé](#) le 1^{er} décembre une lettre au Président Biden soulignant qu'un éventuel accord nécessiterait l'approbation du Congrès – option jusqu'à présent exclue par l'Administration.

Brèves

- Le Département du Commerce a [annoncé](#) le 14 décembre l'ajout de 36 entités chinoises sur l'« Entity List », dont le principal producteur chinois de semi-conducteurs YMTC.
- Le Département du Trésor a [annoncé](#) le 15 décembre des sanctions contre la banque russe Rosbank et 17 filiales de la deuxième banque du pays, VTB Bank, elle-même sanctionnée depuis février dernier.
- La Secrétaire au Trésor, Janet Yellen, s'est [entretenu](#) le 15 décembre avec l'ambassadeur de Chine aux États-Unis, Qin Gang. Selon le communiqué américain, les deux parties ont échangé sur les développements macroéconomiques et financiers mondiaux dans le cadre de leurs efforts visant à maintenir la communication et à travailler ensemble sur les défis globaux.

Climat - Énergie - Environnement

5. Le Président Biden soutient la réforme des permis du Sénateur Manchin

Le 7 décembre, le Sénateur Joe Manchin a [présenté](#) un [projet](#) de loi qui vise à accélérer l'octroi de permis pour tous les types d'infrastructures énergétiques et minérales nécessaires à la sécurité énergétique et aux objectifs climatiques. Le Sénateur Manchin indique que cette loi, qui aménage les procédures actuelles, ne contournerait pas les règles environnementales et les consultations des collectivités.

Le 15 décembre, le Président Biden a [indiqué](#) soutenir la proposition de réforme des permis du Sénateur Manchin, car elle permettrait, selon le Président Biden, de réduire la facture énergétique des américains, de promouvoir la sécurité énergétique des États-Unis et de renforcer leur capacité à construire des projets énergétiques et à les connecter au réseau.

Le Président américain indique constater que beaucoup trop de projets sont retardés, empêchant les États-Unis de produire l'énergie dont les familles et les entreprises américaines ont besoin et constituant un obstacle à la croissance

économique, à la création de nouveaux emplois et à la réduction de la dépendance aux importations étrangères.

Le Sénateur Manchin considère que son projet de loi, s'il était adopté, constituerait une étape importante pour libérer le potentiel des nouveaux projets énergétiques. Le Président Biden appelle le Congrès à l'adopter pour poursuivre les objectifs des lois précédentes : « un avenir énergétique plus fiable, plus abordable, plus durable et *made in the USA* ».

6. Partenariat États-Unis – Afrique pour le climat et la transition énergétique

Au cours du sommet des dirigeants américains et africains, qui s'est tenu du 13 au 15 décembre à Washington DC, les États-Unis ont [affirmé](#) et élargi leurs partenariats avec les gouvernements africains, le secteur privé, la société civile et les acteurs philanthropiques.

Le communiqué de la Maison Blanche indique que depuis janvier 2021, l'administration Biden prévoit de fournir au moins 1,1 Md\$ pour soutenir les efforts menés par l'Afrique en faveur de la conservation,

de l'adaptation au climat et de la transition énergétique. Ces investissements comprennent des projets d'infrastructure dans le cadre du *Partnership for Global Infrastructure and Investment* (PGII).

Le communiqué passe en revue les nouvelles initiatives et les projets engagés dans de nombreux pays en Afrique : Maroc, Mozambique, Zambie, Kenya, Ghana, Cote d'Ivoire, Sierra Leone, Malawi. Il souligne les principaux acteurs américains qui prennent part à ce partenariat, et en particulier l'*U.S. International Development Finance Corporation* (DFC), l'*United States Trade and Development Agency* (USTDA) et le *Department of Energy* (DoE).

Les activités du DoE sur le nucléaire sont mises en avant pour le Ghana et le Kenya, tandis que celles sur l'accès aux minerais sont soulignées pour le Mozambique. Le communiqué note les activités de l'USTDA sur l'énergie de la biomasse pour la Zambie et celles sur le stockage d'énergie pour la Cote d'Ivoire. La DFC aurait des activités sur tout le continent sur les projets d'énergies renouvelables et l'ensemble de leurs chaînes de valeur.

Brèves

- Selon l'US Energy Information Administration ([US EIA](#)), au cours du premier semestre de 2022, 24 % de la production d'électricité aux États-Unis provenait de sources renouvelables.

Transport et Infrastructure

7. Le DoE octroie un premier prêt de 2,5 Md\$ pour financer l'installation d'usines de production de cellules de batteries électriques

Le 12 décembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) l'attribution d'un prêt de 2,5 Md\$ à la compagnie Ultium Cells, une joint-venture formée par General Motors et l'entreprise coréenne LG Energy Solutions. Le Bureau des programmes de prêts (*Loan Programs Office*, LPO) du DoE souligne qu'il s'agit du premier prêt accordé dans le cadre du programme ATVM (*Advanced Technology Vehicles Manufacturing*), créé en 2007, qui soit dédié exclusivement à un projet de production aux États-Unis de cellules de batteries pour les véhicules électriques. Ce prêt soutiendra la construction de trois nouvelles installations de fabrication de cellules lithium-ion en Ohio, au Tennessee et au Michigan. Le communiqué du DoE précise que ce projet devrait s'accompagner de la création d'un

total de 11 100 emplois : 6 000 dans la construction et 5 100 dans la production.

Le DoE indique que ce prêt s'inscrit dans les efforts engagés par l'Administration Biden pour atteindre ses objectifs fixés à zéro émission nette en 2050 et 50 % de véhicules électriques parmi les ventes de véhicules neufs en 2030, tout en réduisant la dépendance des États-Unis à l'égard d'autres pays pour répondre à la demande croissante pour les véhicules électriques.

Le communiqué rappelle également les objectifs annoncés par General Motors en matière de durabilité : l'élimination de l'ensemble des émissions à l'échappement de ses modèles de véhicules légers d'ici 2035, la production annuelle d'un million de véhicules électriques en Amérique du Nord d'ici 2040, ainsi que la neutralité carbone de ses produits et de ses activités à l'échelle mondiale d'ici 2040.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 325 M\$ supplémentaires de subventions pour des projets agricoles intelligents pour le climat

Dans le cadre de la seconde phase des [Partnerships for Climate-Smart Commodities](#), le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#), le 12 décembre, 325 M\$ de subventions au profit de [71 nouveaux projets](#). Financés par la [Commodity Credit Corporation](#) (CCC), ces projets visent à accroître les opportunités de commercialisation

des productions agricoles réduisant les émissions de gaz à effet de serre et à garantir les bénéfices de ces pratiques innovantes tout particulièrement aux agriculteurs défavorisés et de couleur. Au total, le programme *Partnerships for Climate-Smart Commodities* est doté d'une enveloppe de 3,1 Md\$ versés à 141 projets sur plus de 1 000 dossiers déposés. Selon l'USDA, ces aides devraient permettre de séquestrer plus de 60 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone sur la durée de vie de ces projets.

Des élus républicains ont toutefois [critiqué](#) le financement et le bien-fondé de ce programme en l'absence de consultation préalable du Congrès et de garantie d'absence d'effet d'éviction des investissements privés. À cet égard, dans un [entretien](#) accordé à *Politico*, le futur président de la commission agricole de la Chambre des Représentants, G. T. Thompson (R-PA), a cité parmi ses priorités pour la prochaine législature un audit du programme.

Brèves

- Selon un [rapport](#) commandé par la *Farm Journal Foundation*, paru le 6 décembre, plus de 500 comtés des États-Unis (environ 15%) seraient confrontés à une pénurie de vétérinaires traitant les animaux de ferme, ce qui constituerait une menace pour la santé publique, la sécurité alimentaire et la croissance économique des communautés dépendantes des activités agricoles. Cette pénurie serait liée au coût élevé des études vétérinaires qui ne serait pas toujours compensé par les revenus futurs espérés par ces professionnels en milieu rural. Parmi ses recommandations, l'auteur préconise ainsi le renforcement des programmes d'aide financière à destination des étudiants vétérinaires.
- Dans une [lettre](#) bipartisane adressée le 9 décembre à la représentante américaine au

commerce, Katherine Tai, des membres de la commission des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants demandent des consultations officielles, dans le cadre de l'accord USMCA, afin de régler les différends avec le Mexique liés au décret d'interdiction d'importations de maïs OGM d'ici 2024.

- Dans un [rapport](#) paru le 12 décembre, le *Center for Science in the Public Interest* (CSPI) adresse des recommandations à l'USDA pour améliorer la qualité nutritionnelle du lait servi dans les établissements scolaires. Afin de se conformer aux *Dietary Guidelines for Americans 2020*, le groupe de défense des consommateurs demande notamment une réduction de la quantité de sodium et de sucre ajouté dans le lait, ainsi que la suppression des édulcorants présentant des dangers pour la santé publique.
- Dans une [lettre](#) bipartisane adressée au ministre de l'Agriculture le 12 décembre, des élus appellent à des aides immédiates pour les éleveurs de vaches laitières et de poules biologiques en raison de la forte hausse des prix de l'alimentation du bétail. Les signataires soulignent la vulnérabilité spécifique du secteur bio aux sécheresses et au contexte géopolitique en raison de sa dépendance aux importations étrangères. Cette lettre fait suite à celle adressée le 21 novembre aux leaders des commissions agricoles du Congrès par des organisations d'éleveurs et de transformateurs de produits agricoles biologiques.

Santé

9. La Cour suprême rejette la demande de l'industrie du tabac contre l'interdiction de vente de produits aromatisés en Californie

Le 8 novembre 2022, l'état de Californie a [voté](#) une loi interdisant la vente de produits de tabac aromatisés, notamment les cigarettes électroniques aromatisées et les cigarettes à la menthe. Cette interdiction doit prendre effet le 22 décembre.

De grandes entreprises du secteur comme la RJ Reynolds Tobacco Company, La Santa Fe Natural Tobacco Company et Modoral Brands Inc avaient adressé une demande à la Cour suprême afin de revoir cette décision locale. La Cour suprême a [rejeté](#) cette demande, le mardi 12 décembre.

Brèves

- La Maison-Blanche et le *Health and Human Services* a [autorisé](#) l'État de Washington à

étendre l'accès à une assurance santé à tous les résidents indépendamment de leur statut d'immigration. Cette dérogation dans le cadre de l'*Affordable Care Act* (ACA) permettra aux immigrés en situation irrégulière de solliciter des prestations d'assurance santé approuvées par l'État sans répondre au critère de situation de résidence régulière.

- L'attachée de presse de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, a [défendu](#) lundi 12 décembre le Dr Anthony Fauci, attaqué sur twitter par Elon Musk. Ce dernier se moque par une série de [mêmes](#), du rôle du Dr Fauci pendant la crise, l'accusant également d'avoir menti sur l'origine du virus. Karine Jean-Pierre affirme que ces attaques personnelles sont vues par la Maison-Blanche comme dangereuses à la fois pour le Dr Fauci et pour les professionnels de santé publique. Elle a remercié une nouvelle fois le Dr Fauci pour le

service rendu auprès de la Maison-Blanche et pour son engagement tout au long de sa carrière.

- La recherche clinique aux États-Unis pourrait être menacée par une restriction du Cambodge sur l'exportation de singes utilisés dans les laboratoires cliniques, soupçonnant des pratiques de braconnage dans ce commerce. Inotiv – la principale société fournisseuse aux États-Unis – dont deux filiales ont été citées à comparaître dans le cadre d'une enquête, [affirme](#) mettre tout en œuvre pour éclaircir la situation. Elle alerte également sur les conséquences que pourraient avoir ces

restrictions sur la recherche clinique. En effet, 60 % des primates utilisés dans les essais cliniques américains sont originaires du Cambodge.

- Horizon Therapeutics et Amgen sont arrivés à un [accord](#) sur le rachat d'Horizon Therapeutics par le grand groupe pharmaceutique pour une valeur de 28 Md\$. Amgen est parvenu à convaincre l'entreprise spécialisée dans les médicaments orphelins face à Sanofi et Johnson & Johnson initialement engagés dans la [course](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire